



Déclaration de l'UNSA concernant le point « Position du CE sur la restauration de la région parisienne gestion directe ou externalisation de la prestation (vote) » mis à l'ordre du jour de la réunion exceptionnelle du CEPB du 3 juillet 2008

En préambule, l'UNSA IBM vous rappelle que ses élus au CEPB d'IBM sont les « fils spirituels » des anciens élus CFE-CGC au CEPB qui ont mené avec succès pendant une vingtaine d'année une politique constante d'autogestion de la Restauration d'Entreprise.

Durant toutes ces années, différents « bras de fer » ont été menés entre ces élus et la Direction d'IBM qui n'a jamais vu d'un très bon œil le pouvoir politique que donnait à ces élus le fait de gérer les restaurants d'entreprise, les rendant partenaires obligés de la direction sur tous les projets immobiliers dès que ceux-ci avaient un peu d'importance.

Ainsi on a vu en son temps, alors que le personnel des restaurants était salarié direct de la Compagnie, celle-ci refuser d'embaucher du personnel, menaçant ainsi la pérennité à terme de cette gestion directe.

Nos prédécesseurs, qui ne manquaient ni de courage ni d'audace, ont alors pris les décisions structurantes suivantes qui ont amené à la gestion actuelle des restaurants à savoir :

- Refonte complète du mode de gestion et d'organisation des restaurants afin de travailler en 5eme gamme moderne et pragmatique.
- Embauche en direct par le CE du personnel des restaurants.

Nous avons à l'occasion lors de notre passage aux affaires, en partenariat avec le SNA, de parachever ce travail en renforçant la qualité et le professionnalisme de nos employés par :

- la mise en place de prestation de conseils sur la qualité par la société « question de bon sens »,
- la formation professionnelle,
- l'inscription de nos exploitations au groupement professionnel des exploitations autogérées le CCC.

Ainsi qu'en harmonisant et valorisant le statut social du personnel de restauration par :

- la mise en place d'un statut améliorant la convention collective de la restauration collective,
- l'adhésion à la mutuelle IBM,
- l'institution de primes de présence,
- ... / ...

Le volume d'activité de restauration qui avait diminué au fil du temps s'est peu ou prou stabilisé depuis une dizaine d'année avec 3 restaurants concernant les 3 sites principaux en

région parisienne ainsi qu'un volume de repas d'environ 1 million par an, propre à permettre de proposer durablement une restauration autogérée de qualité sans aucune crainte de risques financiers.

Les expériences récentes de nos collègues déjeunant au sein des RIE de Bercy, Villiot, Montpellier ainsi que des ceux qui déjeunent au sein de RIE de nos clients, démontrent à l'évidence que nos équipes de restauration n'ont pas à rougir de leur performance au quotidien.

Aujourd'hui la majorité en place au CEPB qui n'a plus la volonté politique de gérer les restaurants d'entreprise, nous pose la question d'en externaliser la gestion et le personnel, balayant d'un revers de main tout ce glorieux passé, et prenant le risque à la fois d'augmenter le prix et de baisser la qualité des prestations délivrées à nos collègues IBM'ers.

L'UNSA IBM vous demande de bien mesurer les conséquences désastreuses que vous auriez à externaliser ces restaurants.

Conséquences désastreuses pour le personnel du restaurant qui devra abandonner avantages sociaux et manière de travailler et se retrouver dans un environnement et une culture de profit et rentabilité de nature à le fragiliser et à lui faire subir mutations et licenciement pour laisser place aux équipes endogènes beaucoup plus rompues à l'exercice de la « rentabilité ».

Mais aussi conséquences désastreuses pour les IBM'ers en terme de prix et de qualité sur la prestation de service qui correspond pour eux, au delà du simple fait de se nourrir, à un moment de pause bien mérité qui se doit d'être convivial et dont la responsabilité n'incombera plus au Comité d'établissement.

En effet les Sociétés de Restaurations collectives effectuent leur marge par accumulation de quelques centimes grappillés par plateaux et sont contraintes de dégager des bénéfices. Elles ont donc obligation de rogner sur tout (personnel, service, produits) tout en ayant un système de facturation où leurs coûts fixes sont répartis sur les utilisateurs qui payent d'autant plus chers qu'ils sont moins nombreux. Nous connaissons les conséquences de ceci lorsque l'on aura intégré Bois Colombes.

Vous nous proposez purement et simplement de passer d'un système « mutualiste » à un système capitaliste où ce ne sera sûrement pas l'IBM'er client qui aura le dernier mot devant un fournisseur monopolistique de fait. Et ceci à un moment où la tendance dans les grandes entreprises nous ressemblant est justement de revenir à une restauration autogérée.

Pour toutes ces raisons nous vous annonçons d'ores et déjà que tous les élus UNSA qui seront appelé à voter la décision d'externaliser les restaurants répondront à cette question par un NON franc et massif.

